

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR LA COMMUNE DE LOUVERNE
POUR DES TRAVAUX URGENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC POUR L'ANNEE 2023**

Le Maire de la Commune de LOUVERNÉ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212 à L2213-6 ;

VU le Code de la Route ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8^{ème} partie) approuvée par arrêté ministériel du 5 novembre 1992,

Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

Vu le Code de la Route et de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5,

Vu le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-I et suivants,

VU la demande formulée par la société SAUR 5 rue du DOUE 53140 le Bourgneuf la forêt ;

CONSIDERANT ; Considérant la nécessité de permettre la réalisation de travaux dits « urgents » sur la voie publique, Considérant la nécessité de doter les entreprises intervenantes sur le domaine public et les services techniques de la commune d'une autorisation de voirie permanente, pour toutes interventions urgentes ou de sécurité sur le domaine public,

Considérant qu'il y a lieu de simplifier la procédure administrative dans le cadre d'interventions d'urgence,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique, ainsi que celle des agents chargés de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquée par ces travaux,

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté est valable pour l'année 2023.

Article 2 : L'Entreprise SAUR est autorisée à entreprendre en urgence des travaux sur la voirie sans arrêté spécifique préalable,

Elles sont néanmoins tenues de prévenir par téléphone ou par mail le service voirie de la commune. Ceci ne dispense pas lesdites entreprises intervenantes de la procédure « DT-DICT », conformément à la réglementation.

L'entreprise SAUR doit se référer au règlement de voirie applicable au 1^{er} janvier 2023

Article 3 : Les travaux s'effectueront, si possible, par demi-chaussée. A défaut et pour raison technique uniquement, l'Entreprise SAUR est autorisée à barrer la voie durant la période d'intervention.

Article 4 : L'Entreprise SAUR devra rendre le domaine public en l'état initial en fin de chantier.

Article 5 : Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise pour permettre le passage des véhicules prioritaires (Police, Gendarmerie, Pompiers, S.D.I.S., S.A.M.U., médecins & infirmières en services, ambulances, services municipaux).

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de la Mayenne à Laval,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS),
- Monsieur le Président de Laval Agglomération – services techniques à Laval,
- Monsieur Julien BONNEAU représentant de la société SAUR,
- Monsieur Didier GAUTEUR, responsable des suivis de projets de la commune de Louverné,

Chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Un exemplaire de l'arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de NANTES, 6 allée de l'Île-Gloriette BP 24111 44041 NANTES Cedex.

Fait à LOUVERNE, le 02/01/2023

**Le Maire,
Sylvie VIELLE**



